SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2025 PROCÈS VERBAL

Le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire le 23 juin 2025, sous la présidence de M. KASSA Wondwossen, Maire,

Etaient présents : MM. KASSA Wondwossen, FERNANDES Pascal, CHUPAU Laurent, MARTIN Armand, LOURDEL Stéphane, RONDEAU Maël, SELSCHOTTER Sylvain (arrivé à 20 h 50), Mmes OLANIER Josette, SZEWEZUK Carmen.

Excusés : MM. VASIC Goran (pouvoir à Mme SZEWEZUK Carmen).

Absents : Mme LOISEAU Angélique, MM. GROENEWEG Jean-Nicolas, CHAUVIN Christophe

Secrétaire de séance : Mme OLANIER Josette

Début de la séance : 20 H

Approbation à la majorité du compte rendu du conseil du 15 mai 2025 (8 pour, 1 abstention).

ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet d'enfouissement des réseaux aériens (électricité, télécommunications, éclairage public) porté par la commune en partenariat avec le Conseil Départemental,

Considérant les objectifs d'amélioration paysagère, de sécurisation des infrastructures et de modernisation des réseaux,

Considérant l'intervention de M. SALERNO lors de la séance du 15 mai 2025, permettant de faire un point d'étape sur l'avancement du dossier, les obligations techniques et réglementaires, ainsi que sur le rôle des différentes parties prenantes,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (7 pour, 2 abstentions) :

- Prend acte des informations communiquées sur l'état d'avancement du projet d'enfouissement des réseaux rue du Docteur Charpentier et Place du Champ de Foire,
- Rappelle que ce projet s'inscrit dans un partenariat entre la commune, le Conseil Départemental, Enedis, Orange et d'autres opérateurs, avec un taux d'accompagnement départemental possible de 70 %,
- Précise que le reste à charge pour la commune serait d'environ 60 000 €, à répartir sur trois exercices budgétaires à partir de 2026 (soit 20 000 € par an),
- Indique que les travaux pourraient démarrer en fin d'année 2025, avec la mise en place d'une déviation temporaire de la circulation,
- Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à engager toutes les démarches nécessaires à la poursuite de ce projet, y compris la signature de conventions ou de documents relatifs aux financements et à la réalisation des travaux.

TARIFS CANTINE ET GARDERIE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la convention signée entre la commune de Châtillon-Coligny, les communes de Saint-Maurice-sur-Aveyron, Monteresson, Pressigny-les-Pins et le Syndicat d'intérêt Scolaire des communes de Montbouy et la Chapelle-sur-Aveyron, dans le cadre d'un partenariat pour la mutualisation de la restauration scolaire,
Considérant les coûts actualisés de production et de livraison des repas pour la rentrée scolaire 2025,
Considérant la nécessité d'ajuster les tarifs en fonction de ces coûts tout en maintenant une politique tarifaire accessible aux familles,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (8 pour, 1 contre) :

- Fixe les tarifs de la cantine scolaire à compter de la rentrée de septembre 2025 comme suit :
Repas enfants et instituteurs : 4.00 €
- Rappelle que la commune est liée à la cuisine centrale de Châtillon-Coligny par une convention intercommunale, dans le cadre d'un service mutualisé de préparation et de livraison des repas scolaires,
- Précise que ces tarifs tiennent compte des charges supportées par la commune, notamment le coût de revient du repas, les frais de fonctionnement, et la participation communale.

Il décide également, à l'unanimité, de ne pas augmenter les tarifs de la garderie, à savoir 2.10 € le matin et 3.57 € le soir (gouter compris), quelle que soit la durée.

BAIL EMPHYTÉOTIQUE AVEC VALLOIRE HABITAT RUE SALMON

Le Maire informe le conseil municipal que dans le cadre de la loi climat et résilience, Valloire Habitat a programmé la réhabilitation énergétique de 6 logements classés en étiquette F et G rue Salmon Résidence Gudin.

Pour réaliser ces travaux, Valloire Habitat souhaite contracter des emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et nous demande de les accompagner dans la réalisation de cette opération en leur accordant à hauteur de 50 % les garanties financières pour l'obtention des prêts CDC, soit 120 000.00 € pour un prêt PAM sur 25 ans et un éco-prêt sur 30 ans ; les autres 50 % seront sollicités auprès du Conseil départemental du Loiret.

Par ailleurs, Valloire Habitat demande l'accord de la commune pour reporter le terme du bail emphytéotique au 31 décembre 2058 par avenant notarié.

Le conseil municipal décide de reporter ce point et de demander le bail pour en discuter en commission.

TRANSFERT ÉVENTUEL DE LA COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT À LA 3CFG

Conformément à la loi NOTRe du 7 août 2015 et ses évolutions, la compétence « assainissement » (assainissement collectif et/ou non collectif) est destinée à être transférée aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre.

La Communauté de Communes Canaux et Forêt en Gâtinais (3CBO) a fait part de sa volonté d'exercer cette compétence à l'échelle intercommunale. Ce transfert permettrait une meilleure coordination des politiques publiques de l'eau, une mutualisation des moyens techniques et financiers, et une harmonisation des services rendus à la population.

Le transfert est proposé à titre facultatif à compter du 1er janvier 2026.

Conformément aux articles L.5214-16 et L.5214-27 du CGCT, le conseil municipal est invité à se prononcer sur ce projet de transfert.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de refuser le transfert de la compétence « assainissement collectif » à la 3CBO dans l'immédiat.

NOMINATION DU COORDONNATEUR COMMUNAL ET DE SON SUPPLÉANT POUR LE RECENSEMENT DE LA POPULATION 2026

Le maire informe le Conseil municipal que le recensement de la population se déroulera du 15 janvier au 14 février 2026 et qu'il convient de désigner un coordonnateur communal chargé d'assurer l'organisation et le bon déroulement des opérations de recensement sur le territoire de la commune, ainsi qu'un suppléant en cas d'empêchement du coordonnateur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

1. Désigne Madame DUMAS Florence, secrétaire générale de mairie en qualité de coordonnateur communal pour le recensement de la population de 2026.
2. Désigne Madame SZEWEZUK Carmen, Conseillère municipale, en qualité de coordonnateur communal suppléant pour ce même recensement.
3. Précise que les intéressés recevront une formation dispensée par l'INSEE, et assureront leurs fonctions conformément aux directives nationales et locales en vigueur.
4. Dit que la présente délibération sera transmise à la Direction régionale de l'INSEE compétente et affichée conformément à la réglementation en vigueur.

Arrivée de M. SELSCHOTTER Sylvain

VALIDATION DE DEVIS

Suite à la réunion de la commission travaux, Monsieur MARTIN, 3^{ème} adjoint, présente au conseil les différents devis reçus des entreprises consultées.

Les devis suivants ont été validés par le conseil municipal :

- Réfection voirie les Lotteaux, les Pétriers et cour de la caserne des Pompiers : Entreprise COLAS de Saint-Cyr-en-Val pour un montant de 37 238.70 € HT, soit 44 686.44 € TTC. Adopté à l'unanimité.
- Intervention sur la VMC en défaut à l'école : SARL ERDM de Villemurlin pour un montant de 361.37 € HT, soit 433.64 € TTC. Adopté à l'unanimité.
- Travaux à l'école (traitement anti-mousse des tuiles en surface, reprendre la toiture avec pose de tuiles similaires, casser la cheminée avec évacuation des gravats) : EURL PINSON Kévin de Charny pour un montant de 7 140.00 € HT, soit 7 854.00 € TTC. Adopté à la majorité (8 pour, 1 contre, 1 abstention).
- Travaux d'électricité ancienne mairie : SARL ERDM de Villemurlin pour un montant de 440 € HT, soit 528.00 € TTC. Adopté à la majorité (7 pour, 3 abstentions).
- Rideaux ignifugés pour l'école : Entreprise SETIN de Villemandeur pour un montant de 3 060.95 € HT, soit 3 673.14 € TTC. Adopté à la majorité (7 pour, 3 abstentions).

Quant aux devis concernant l'électricité à l'école et aux logements 1 et 2, une réactualisation sera demandée à l'entreprise JDELEC après étude des rapports électriques sur les bâtiments.

DEMANDE DE LOCATION D'UNE PARTIE D'UN CHEMIN DE COMMUNE AVEC POSE DE BARRIÈRES

Vu la demande déposée le 3 juin 2025 par un administré de la commune, résidant à Tourteville, sollicitant la location d'une portion du chemin communal situé en bordure de sa propriété, pour un usage privatif et la pose d'une barrière destinée à fermer l'accès à ladite portion,

Considérant que ce chemin communal n'est plus utilisé ou partiellement délaissé pour la circulation publique,

Considérant que la demande n'est pas de nature à compromettre l'usage futur du domaine public ou l'intérêt général,

Considérant toutefois la nécessité de s'assurer de la légalité de la démarche, notamment en matière de gestion du domaine public,

Le Conseil Municipal :

- Prend acte de la demande,
- Souhaite se renseigner sur les modalités légales relatives à la location,
- Décide de solliciter l'avis de l'Association des Maires du Loiret afin d'obtenir les informations juridiques nécessaires pour assurer la conformité de toute éventuelle décision future,
- Diffère toute décision définitive jusqu'à obtention des éléments nécessaires permettant d'évaluer la faisabilité et la légalité de la demande.

PROBLÈME ADRESSAGE

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment son article L.112-1 relatif à la dénomination des lieux-dits,

Vu le plan cadastral en vigueur mentionnant le lieu-dit "Le Grand Cas Rouge",

Considérant que l'orthographe actuelle "Le Grand Cas Rouge" constitue une erreur d'écriture,

Considérant que l'usage local, les documents anciens et les témoignages des habitants établissent que la dénomination correcte du lieu-dit est "Le Grand Carrouge",

Considérant qu'il convient, dans un souci de respect du patrimoine toponymique local, de procéder à la rectification officielle de cette dénomination,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- De demander la correction de l'écriture du lieu-dit actuellement dénommé "Le Grand Cas Rouge" sur les documents cadastraux, afin qu'il soit désormais inscrit sous sa forme correcte "Le Grand Carrouge".
- De transmettre la présente délibération aux services du cadastre (Direction Générale des Finances Publiques – DGFIP) et à la Préfecture afin de procéder aux démarches nécessaires à la mise à jour des documents officiels.
- Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération, notamment de la transmission aux services compétents et de la communication aux administrés concernés.

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur CHUPAU attire l'attention du Conseil sur un problème rencontré par une administrée, domiciliée à proximité de la place de l'église. Cette personne, en raison de difficultés physiques, ne peut déplacer seule sa poubelle jusqu'au point de collecte prévu. En conséquence, elle est contrainte de la laisser sur la place de l'église. Malheureusement, à son insu, des déchets sont déposés dans sa propre poubelle, ce qui aggrave la situation et peut entraîner des désagréments supplémentaires, tant pour l'administrée que pour le voisinage. Une réflexion sur une solution adaptée sera étudiée avec le SMICTOM.

Monsieur MARTIN évoque le problème récurrent aux Despents, propose d'effectuer un busage du fossé et de partager le coût (estimé à 2000 €) avec le riverain. Cette proposition sera étudiée lors de la prochaine commission travaux.

Madame OLANIER énumère les différentes activités de la fête de la Saint-Maurice qui aura lieu les 27 et 28 septembre.

Monsieur MARTIN informe le conseil du projet d'Equiterra, à savoir de visiter des personnes seules et isolées de Saint-Maurice (à titre gratuit), pendant les beaux jours à raison d'une fois par mois, avec leurs chevaux afin de leur apporter un peu de réconfort et de bien-être à travers le cheval.

Fin de la séance : 22 H 40

Le Maire ;
Wondwossen KASSA

La secrétaire ;
Josette OLANIER